

Les contours juridiques d'intervention de la SAFER : SAFER ou pas SAFER

Niveau : Pratique courante

Durée : 1,0 jour(s) soit 7,0 heure(s)

Public concerné :

Notaires, collaborateurs pratiquant le droit immobilier et/ou droit rural

Objectifs pédagogiques :

À la fin de la formation le bénéficiaire sera capable de :

- Identifier le champ d'application de l'obligation d'information vis-à-vis de la SAFER
- Identifier le champ d'application du droit de préemption de la SAFER
- Purger le nouveau droit de préemption partiel de la SAFER en cas de vente d'immeuble mixte
- Réaliser les opérations « de substitution »

Contenu :

Champ d'application

- Obligation d'information (formulaire de notification)
- Assiette du droit de préemption : Biens soumis/ Opérations soumises/ Sanctions

Mise en œuvre

- Droit de préemption partiel
- Droit de préemption applicable aux cessions en démembrement de propriété
- Droit de préemption sur les donations
- Droit de préemption s'appliquant aux cessions de la totalité de parts sociales, nouveau dispositif de Lutte contre l'accaparement des terres agricoles
- Nouvelle réglementation en matière de contrôle des structures : Application du contrôle des structures à un dossier SAFER.

Prérequis

Aucun prérequis exigé, toutefois des connaissances de la pratique des ventes d'immeubles ruraux sont conseillées et vous permettront de suivre cette formation plus confortablement. Nous vous invitons à réaliser le quiz de positionnement pour tester vos connaissances.

Modalités d'exécution

Formation en présentiel ou Visioformation

Modalités pédagogiques

Type de formation : Intra, inter, commandé

L'animation pédagogique permet de susciter l'engagement des stagiaires et de favoriser l'interactivité avec le formateur

Animation pédagogique ponctuée de questions/réponses entre les stagiaires et le formateur

Mise en œuvre pédagogique par des exemples pratiques et des mises en situation professionnelles illustrant la théorie

Un support de formation est mis à disposition de chaque stagiaire préalablement à la formation de manière dématérialisée

Modalités Techniques

En présentiel : salle de formation adaptée avec tableaux et vidéoprojecteur ; respect des règles sanitaires et de sécurité d'accueil du public

En visioformation : plateforme de visioconférence adaptée à l'animation pédagogique (interactions orales ou écrites, partage d'écrans et de documents en direct) ; accompagnement technique possible par assistance téléphonique pour la première connexion et la découverte environnementale de la plateforme

Modalités d'encadrement

Inafon s'assure préalablement à la formation que le formateur dispose des qualités pédagogiques et des compétences techniques d'expertise nécessaires pour dispenser la formation

Modalités de suivi et appréciation des résultats

Emargement par les stagiaires participants et l'intervenant Feuille d'emargement signée en présentiel ou électroniquement (régularisée par l'édition du rapport des connexions à la plateforme de visioconférence)

Evaluation à chaud à l'issue de la formation :

Un quiz en ligne est adressé à chaque stagiaire afin de lui permettre d'évaluer ses connaissances et compétences acquises au cours de la formation. Les résultats de l'évaluation restent confidentiels pour

Page 2 sur 3

Association INAFON – 16, Rue Etienne Marcel – 75002 Paris créée le 25 février 1972, n°existence : 11750094675 (cet enregistrement ne vaut pas agrément de l'Etat) – Siret : 30838863600174 – TVA Intracommunautaire : FR 96308388636

 **DELEGATION NATIONAL** : 16 rue Etienne Marcel 75002 PARIS

Tél. +33 1 53 40 45 40– Fax : +33 1 53 40 45 41– Courriel : national@inafon.fr – Site : <https://www.inafon.fr>

chaque stagiaire ;

Un questionnaire en ligne de satisfaction de fin de formation est adressé à chaque stagiaire (enquête mesurant la qualité organisationnelle et pédagogique de la formation).

Remise d'une attestation

Une attestation de présence et un certificat de réalisation de formation sont remis à chaque stagiaire à l'issue de la formation